

Qui se ressemble s'assemble.

Par Guillermo Alvarado



Un communiqué de l'OEA que l'on appelle à juste titre « ministère de colonies de Washington » qui n'a pas démontré la moindre décence affirme que ces personnes doivent être libérées « jusqu'à ce que l'on puisse compter sur des procédures et des mécanismes justes pour déterminer des responsabilités ».

Mais le texte va au-delà lorsqu'il affirme que l'OEA prend note « devant l'abus de mécanismes judiciaires qui se sont transformés à nouveau en instruments répressifs du parti du gouvernement ».

Il faudrait se demander dans quel monde vivent ces messieurs dont le chef de file est le tristement célèbre Luis Almagro.

Il s'avère que « les procédures et mécanismes justes » existent déjà, ils sont inscrits dans les lois de la Bolivie qui est redevenue quelques mois avant une nation organisée juridiquement et institutionnellement, où gère la traditionnelle séparation des pouvoirs d'un état normal.

Ces garanties n'ont pas existé durant le gouvernement de facto.

À l'OEA, ils pensent peut être qu'on a oublié les massacres de Senkata et Sacaba où les lois et les droits de l'homme ont été violés et où il y a eu des civiles morts et blessés par l'usage démesuré de la force.

Lors du coup d'état, parce que oui, il y a eu un coup d'état, on a violé plusieurs articles de la Constitution de la Bolivie. Et l'investiture de Jeanine Áñez a été un acte irrégulier, dirigé par les Forces Armées et non pas par l'organe législatif tel qu'apparaît sur les lois du pays.

À la différence de l'installation du gouvernement de facto, la détention de Madame Áñez s'est passée conformément aux lois, il ne s'agit pas d'une détention irrégulière car on avait lancé un mandat d'arrêt préalable, il n'y a pas eu des traitements abusifs et on n'a même pas mis des menottes comme le montrent les images.

Les crimes dont elle est accusée, et pour lesquels un juge d'expérience lui a ordonné quatre mois de détention provisoire, sont décrits dans le Code Pénal.

Jusqu'à présent Almagro n'a jamais exprimé de préoccupation sur le destin d'Evo Morales, qui avait été poursuivi par les auteurs du coup d'état et il n'a non plus condamné la destitution des anciens présidents Fernando Lugo du Paraguay et Dilma Rousseff du Brésil.

Cependant, il déplore la détention de Jeanine Áñez. Peut-être parce que, comme dit le vieux dicton « qui se ressemble s'assemble », ou comme diraient mes grands-parents, ils sont du même acabit.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/250972-qui-se-ressemble-sassemble>



Radio Habana Cuba